Le FN aux aguets

Au bord du gouffre frontiste, les électeurs de diverses tendances ont mesuré à temps le danger existentiel que constitue pour la démocratie le parti populiste dirigé par un clan sans foi ni loi autre que l'accès au pouvoir. Sans l'ultime sursaut démocratique des électeurs modérés il s'installait confortablement sur le territoire. Mais la menace perdure et ira en s'amplifiant si les ambitions politiciennes tiennent lieu de ligne politique.

Sur l'échiquier politique le parti créé par Jean-Marie avec les grognards rescapés des guerres coloniales et les nostalgiques de la Cagoule n'est plus. Ce FN est mort. Vive le FN de Marine. Apparemment débarrassé de ses breloques idéologiques et de ses scories nauséabondes, il prend normalement sa place dans le débat national, en portant des thèses nationalistes et anti-européennes qui attirent de plus en plus les électeurs confrontés aux difficultés de l'existence, à la complexité des institutions, aux arguties d'une Europe trop technocratique, au carriérisme des dirigeants…Peu leur chaut les avertissements à l'égard d'une organisation dont les promesses sont mensongères et irréalisables. En fait ils n'attendent rien du vote lepéniste sauf de s'en servir de bâton pour rosser les élus qu'ils tiennent responsables de leur mal-être.

Prochaine échéance : l'élection présidentielle. Cette mirifique perspective comporte le risque de sous-estimer l'avertissement sans frais délivré par les électeurs. L'élection du Président de la République au suffrage universel est à la République ce que le sacre du roi à Reims fut à la monarchie absolue. Voulue par le Général De Gaulle, dans le cadre d'un régime parlementaire, elle confère au chef de l'Etat des pouvoirs très étendus et potentiellement exorbitants du droit commun. Qu'en ferait Marine Le Pen pour imposer son délirant programme à un peuple rapidement désabusé ? Pour éviter le pire, il faut choisir le meilleur. Le meilleur sortira-t-il d'une primaire qui entretient les haines réciproques et pousse à la surenchère ? Le meilleur résultera-t-il de la reconduction du ticket Sarkozy-Hollande ? Une question inéluctable.

Au premier tour de scrutin, le FN est devenu avec 27,73% des voix le premier parti de France. Dans l'invraisemblable ALCA, Florian Philippot obtint 36,07%, confirmant ainsi son score initial. Sans le volontarisme de Philippe Richert et la détermination des socialistes strasbourgeois, il serait le futur président de la grande région. On peut craindre que dans un proche avenir soit défoncé ledit « plafond de verre ». Le FN est aux aguets…

André Vierling

© ACIP/CHAUNU

Des régions pour quoi faire ?

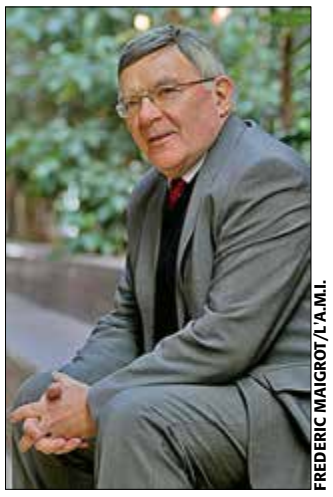
Les premières perdantes de ces élections régionales sont… les régions.

Tout a changé : le périmètre, les compétences, les conseils et les équipes administratives, les systèmes de gestion, l'implantation des services, la dimension et la nature des politiques ; restent seulement d'énormes problèmes financiers. Et on part sans objectifs annoncés, sans stratégie visible. Admirable démocratie citoyenne en qui le peuple a une si naïve confiance ! Vraiment ?

On aura débattu de tout durant la campagne, sauf de leur raison d'être et des politiques qu'il y faut mener. La vraie faiblesse des régions françaises n'a jamais été leur taille, mais l'absence d'une conception nette de leur finalité dans le mille-feuille administratif, ce qu'expriment l'étroitesse et le caractère hétéroclite de leurs missions et la rigidité de leurs ressources. Le fond du problème vient de ce qu'il n'existe dans la classe politique française, tous partis confondus, aucune doctrine régionaliste. L'histoire n'en a fait, depuis soixante ans, que de grands départements, spécialisés dans certaines affaires, sans rôle original et sans spécificité quant à la nature de leurs pouvoirs. L'agrandissement des périmètres, devenus très artificiels, rend ce vide encore plus absurde. Dimanche soir, les cartes montraient de manière frappante qu'il n'y a plus, en métropole, que trois « vraies » régions : la Corse, dont la gouvernance sera encore plus décalée par rapport au reste du pays ; la Bretagne, qui avait fermement défendu son identité face au gouvernement, ce que n'ont pas osé faire ses amis socialistes alsaciens, et la région Ile de France, hors concours en tout. Chacun a bien vu que, pour les partis, le seul objectif qui compte ce sont les présidentielles, enjeu cyniquement affiché de ces régionales.

Regardons les programmes en ALCA. Les autonomistes alsaciens ont présenté un projet argumenté, mais qui n'est pas pour nourrir la politique de cette région. Ils resteront donc dans une posture protestataire. Leurs résultats électoraux montrent qu'ils sont écoutés et qu'ils seront durablement installés dans le paysage, ce que nous annoncions ici il y a longtemps. Certes, des textes sur le futur statut de l'Alsace fleurissent déjà. Simples lettres au Père Noël ! Car il faudra d'abord trouver la voie politique pour sortir de l'ALCA. Ensuite, les lois seront écrites au Parlement et non dans une Bierstueb ! Et attention à l'effet boomerang ! La liste Masseret s'est engagée *à bâtir avec vous notre Région* et le tract en 4 pages du 1er tour, qui détaille diverses politiques, vise à démontrer que les anciennes régions étaient mieux dirigées par les socialistes que par la droite. Malgré un slogan à contre vérité, inventé par quelque communicant, *« + forte, + proche »*, et des rodomontades (*une vraie révolution au service de l'emploi*, extension des gratuités *pour votre pouvoir d'achat*) on est dans le sujet. «Le projet pour nos régions » du FN énonce une douzaine de mesures, parfois très ponctuelles, répétées partout, qui démontrent l'absence de vision et même, contrairement au slogan, *d'ambition* pour la région concernée. Les écologistes exposent des objectifs sympathiques, quoique souvent éloignés des compétences des régions. Et Ph. Richert demande *d'unir nos énergies* pour des généralités à la mode (*vital pour nos territoires*), des mots à contre-emploi (proximité, efficacité) ou des projets technocratiques (qui va voter pour le *très haut débit ?*).

Voilà donc la réalité de notre démocratie : personne ne sait pour quoi il a voté. Des deux côtés on l'a pourtant fait, en nombre et avec ferveur… contre l'autre. Soulignons encore le caractère inédit de ces élus sur une liste qu'ils avaient voulu quitter et qu'ils ont combattue. C'est quoi leur mandat et leur engagement ? Bof, tout cela sera vite oublié…



FREDERIC MAIGROT/L'A.M.I.

Destinées à favoriser de plus grandes solidarités, les régions nouvelles contribuent ainsi à désarticuler la société et à accentuer les clivages politiciens. Un espoir de retournement, cependant, par l'esquisse, le 13 décembre au soir, d'une grande coalition ou d'un bloc central recomposé ?

Dans une démocratie modeste, les candidats expliqueraient au peuple qu'ils ne savent pas bien quoi faire de et dans ces machins régionaux et que, pour ne pas injurier l'avenir, et le passé, ils feront une gestion prudente, *a minima*, pour voir comment cela pourra marcher… un jour, et qu'ils travailleront, en concertation avec tous les partenaires, pour trouver une sortie de ce pétrin. Au lieu de promettre plus de gratuités et dépenses, grosses d'impôts et de dettes futurs, il faut dire comment les régions peuvent aider ce pays à se redresser et la société à se raccommoder. Parions qu'au lieu de cela les joutes oratoires et les thématiques nationales, entrecoupées de petits arrangements, auront plus de place dans les futures réunions.

Il n'est peut-être pas trop tard pour que la majorité du nouveau conseil comprenne que les Alsaciens ne sont pas seuls à rejeter l'ALCA. Les Champenois, qui ne verront presque aucune implantation de services régionaux, l'ont exprimé dans leurs votes et parfois dans leurs propos. Ils savent qu'ils ont peu à attendre de cet appareil obscur et lointain. Pas plus que les Lorrains, ils ne veulent d'une gouvernance strasbourgeoise. Personne n'imagine une politique économique ou de formation à l'échelle de la méga-région. Aucun parti n'en a présenté. Rivalités et chamailleries seront le lot quotidien et l'on peut compter sur les 46 élus FN pour animer les séances.

Terminons par une note sur Hans im Schnokeloch, quoique toute vérité ne soit pas agréable à entendre: tout cela est de la faute des Alsaciens !

Faut-il rappeler que le référendum sur la fusion des départements et de la région, du 7 avril 2013, visait à faire de l'Alsace non pas une région à part, mais une région pionnière qui, avec lucidité et courage, osait mettre en œuvre une réforme recommandée de longue date par de nombreux experts et hommes politiques ? Elle consistait à tirer enfin les conséquences de la création des régions entre 1957 et 1964, conçues comme de grands départements, faute de pouvoir fusionner ceux-ci. La réunion des deux niveaux est donc quasiment dans leurs gènes. L'exécutif parisien suivait alors l'opération avec une bienveillante attention et dans diverses régions on attendait le résultat pour engager une démarche similaire. L'idée semblait encore à l'ordre du jour au gouvernement en début de 2014, jusqu'à l'incompréhensible virage de juin ! Ce n'est donc pas seulement l'Alsace réorganisée qui aurait échappé aux régions mammouth, mais toutes les autres. Quand on voit à présent certains responsables de l'échec du référendum rechercher une virginité dans l'autonomisme militant et les accusations outrancières contre Philippe Richert, on a l'illustration caricaturale de ce que les citoyens ne supportent plus de la part de la classe politique.

Robert Hertzog